

tée publiquement pour la première fois en Haut-Canada dans les années 1817 et 1818, quand les membres de l'Eglise d'Angleterre firent une tentative pour obtenir le contrôle absolu des Réserves, et ce fut alors que l'Eglise d'Ecosse fut poussée à établir son droit à entrer en partage des terres.

La question fut agitée chaudement : à la fin les officiers en loi de la couronne, en Angleterre, donnèrent leur décision. Ils déclarèrent que le vrai sens de l'Acte de 1790 était que les Eglises d'Angleterre et d'Ecosse avaient droit à se partager les réserves, à l'exclusion de tout autre corps que ce fût. — Il (M. L.) avait des raisons de croire que cette décision fut gardée secrète, et ne vint pas à la connaissance des membres de l'Eglise d'Ecosse, et ce fut une autre faute, parce que cette décision aurait pu contribuer beaucoup à apaiser l'excitation qui régnait alors dans la Province. Les deux corps se seraient partagés les terres, et la question en fût restée là. L'opinion des avocats de la couronne fut communiquée par une dépêche du Bureau Colonial, en date du 6 mai 1820. Qu'aurait-on vu depuis ? En 1840, année où l'Acte fut passé, l'opinion des dix juges de l'Angleterre fut donnée pour déclarer que le mot de "clergé protestant" dans l'Acte constitutionnel ne signifiait pas l'Eglise d'Angleterre ou l'Eglise d'Ecosse, mais toutes les dénominations protestantes. C'est ainsi que les Juges décidèrent cette question, et il (M. L.) tint très décidément que les provisions de cet Acte doivent être sacrées, et mises à exécution, si la chose était praticable. Si l'Acte ne pouvait pas être mis à exécution, si cela était physiquement impossible, alors le don était mis à néant. Pour lui (M. L.) il croyait qu'il était possible de mettre l'Acte en exécution, quoique ses collègues fussent d'un avis contraire. Cependant s'il se guidait sur les précédents de la Législature du Haut-Canada, et sur les opinions des secrétaires coloniaux, il serait forcé d'en venir à une conclusion bien différente. Ils croyaient qu'il y avait une distinction importante à faire entre les mots *allocation* et *appropriation*, et que la simple allocation de terres faite à un corps particulier n'en investissait pas pour cela ce corps. Il remarque que dans ce temps l'opinion de l'hon. membre pour Essex était en faveur de sa manière d'envisager cette question. Il était impossible de douter, d'après les précédents de leur Parlement, que les habitants du H.-Canada étaient très opposés à donner ces terres à aucune dénomination quelconque. Il remarquait que plusieurs membres avaient alors une opinion bien différente de celle qu'ils ont aujourd'hui : ceux qui maintenant regardent l'Acte Constitutionnel comme obligatoire (binding), avaient alors une opinion contraire ; que l'hon. membre pour Kent (M. Cameron) avait proposé une division de ces terres entre tous les corps religieux, reconnaissant ainsi dans l'Acte un effet coactif. — Ce n'est que tout récemment qu'il (M. L.) s'était aperçu que la question des Réserves avait été agitée dans le Bas-Canada. Cependant, il avait trouvé récemment qu'en 1831 une dépêche avait été expédiée d'Angleterre, et qu'en conséquence un message avait été envoyé à la Législature, en 1832, recommandant que les Réserves du clergé fussent ré-investies sur la couronne. En conséquence, un Bill fut présenté alors à la chambre ; ce Bill passa à la seconde lecture, et fut référé à un comité spécial. Ce comité fit rapport qu'en conséquence de l'importance de la question, et de l'heure avancée de la session, le Bill devait être renvoyé à la session suivante. Depuis lors rien n'a été fait sur ce sujet. Un Bill semblable fut introduit simultanément dans la Chambre du Haut-Canada par le Procureur Général, le membre actuel pour Norfolk, mais il fut rejeté sous l'impression, comme il le suppose, que c'était un piège, et que lorsque les terres seraient ré-investies sur la couronne, elles seraient données de nouveau d'une manière moins libérale qu'au paravant. Il avait été dit que l'Acte Impérial de 1840 était final, parce qu'il avait été passé d'accord avec les vœux des habitants du Haut-Canada. Il croyait que si le Bill qui fut passé en 1839, eût obtenu la sanction royale, et fût devenu loi, cet acte eût été obligatoire. Mais le gouvernement impérial ayant décidé que

la Législature locale devait régler la question, les membres ayant reconnu que la Législature Impériale n'avait pas une connaissance suffisante de la question pour la décider d'une manière satisfaisante, quand ensuite les autorités impériales avaient passé un acte directement contraire dans des points importants au plan dressé par la chambre du Haut-Canada, il (M. L.) ne croyait pas devoir considérer cet Acte comme un ajustement décisif de cette question. Les provisions mêmes de cet ajustement étaient contraires aux décisions données par les Juges la même année sur l'Acte Constitutionnel ; car les Juges veulent que tous les corps partagent également, et l'Acte divise l'allocation d'une manière très inégale. Tout ceci était pour le Haut-Canada, qui avait prié le Gouvernement Impérial de décider la question, mais le Bas-Canada n'avait jamais été consulté à ce sujet. Comment donc considérer un tel acte comme obligatoire pour le Canada-Uni ? même en supposant que la décision du Haut-Canada eût été en faveur de l'Acte de 1840, pourquoi cette décision obligerait-elle le peuple du Bas-Canada, non les catholiques qui n'y sont pas intéressés, mais les protestants qui n'avaient jamais été consultés ? Si l'Acte de 1840 était rappelé, et que la Législature Canadienne eût le pouvoir de décider la question, il serait d'avis, avant tout, que l'Acte Constitutionnel demeurât sacré, et que toutes les dénominations protestantes eussent une part dans les allocations. Il différerait d'opinion avec ses hon. amis le Commissaire des terres de la Couronne, et l'Inspecteur général ; car ils croyaient que l'Acte primitif tel qu'interprété par les Juges ne pouvait pas être mis en exécution : pour lui (M. L.) il croyait qu'on pouvait régler la question de façon que si quelques sectes refusaient de prendre leur part, on pût la donner à d'autres. En réponse à l'appel fait aux craintes des hon. membres du Bas-Canada par les hon. membres qui siègent de l'autre côté, et aux allusions qu'on a faites à leur prétendue incapacité à décider impartialement la question, vu leurs préjugés religieux, il se permettait de dire qu'ils avaient montré un esprit beaucoup plus libéral que celui qu'avaient montré les membres du Haut-Canada.

Combien y avait-il de temps que, dans le Haut-Canada, nuls autres ministres que ceux de l'Eglise d'Angleterre n'avaient la permission de solenniser la cérémonie du mariage, et pouvait-on dire après que les Bas-Canadiens étaient si bigots comparativement aux Haut-Canadiens, qu'ils étaient incapables de donner une décision impartiale dans une question comme celle-ci. Il sentait que c'était pour lui un devoir de faire aussi connaître, en ce moment, ses idées relativement à la question des *Rectories* ; cette question n'avait pas été mentionnée dans l'enceinte de cette Chambre, mais avait agitée au dehors. Les *Rectories* avaient été accordées par la même autorité que les Réserves, et avaient également droit d'être respectées. Ceux qui en étaient en possession, avaient autant de droit de les conserver qu'il en avait de posséder la maison qu'il avait achetée à Montréal.

On disait, il est vrai, que les patentes en avaient été obtenues frauduleusement, que la signature avait été apposée sur des blancs. Hé bien ! que s'il en était ainsi, c'était une question de fait qui devait être plaidée et jugée par un tribunal compétent ; mais qu'il ne fallait pas ériger cette habitude en cour de justice pour rappeler ces patentes, sinon, qu'on ne pourrait maintenir aucune espèce de titres de propriété dans la Province. Il avait entendu dire, il le répétait, que ces patentes avaient été obtenues par fraude, mais il n'en savait rien par lui-même, et il n'avait rien vu depuis qu'il était dans l'Administration qui pût l'engager à croire qu'il en était vraiment ainsi. (Écoutez, écoutez, des bancs de l'opposition.) Dans l'appréciation qu'il avait faite de la question il avait été guidé par ce qu'il jugeait être la loi ; mais dans l'Acte de 1840, il y avait une partie contre laquelle il se croyait en droit de faire des représentations. Quelques uns des corps religieux dans le Haut-Canada refusaient de recevoir la part des Réserves du Clergé qui leur serait allouée. La conséquence en était qu'une grosse somme d'argent restait aux mains du gouver-

nement ; elle s'accumulait de jour en jour, et on n'avait pas de pouvoir d'en disposer. Pourquoi donc ne pas faire application au Gouvernement Impérial pour en faire autrement l'appropriation, puisque ceux qui avaient le droit de les réclamer refusaient de le faire.

L'hon. membre pour Cornwall avait entrepris de faire voir que le titre par lequel les corps religieux du Bas-Canada possèdent leurs terres, n'était pas plus assurés que ceux des Réserves du Clergé. Il serait fâché de croire que l'hon. monsieur aurait eu l'intention de jeter quelque doute sur la foi du gouvernement Britannique, mais il lui semblait que l'hon. membre n'avait pas donné à la question un examen suffisant, ou s'était mépris sur la nature d'une loi internationale. L'hon. membre connaissait-il bien la nature de ces dons ? Il lui serait bien difficile de trouver une seule dotation (*grant*) dans tout le Bas-Canada faite pour le support de la religion, ou de prouver que ces dations viennent de la couronne. Les neuf dixièmes en étaient possédés à titre d'achat par des particuliers. La seigneurie de Montréal était un don fait par un particulier. C'était en cela que l'hon. Monsieur était tombé dans l'erreur. Pas une seule des dations possédées par ces corps ne leur avait été accordée pour le support de la religion, mais pour l'éducation générale et pour des buts de charité. (Écoutez, écoutez.)

Il y avait l'Hôtel-Dieu de Montréal, l'Hôtel-Dieu de Québec. Leurs dations étaient en faveur des pauvres. Les pauvres de Montréal ou de Québec devaient-ils être dépouillés du bénéfice de ces terres ou l'hon. Monsieur pensait-il que, parce que les Réserves seraient ôtées au clergé du Haut-Canada, il devrait priver les pauvres des dons appliqués pour leur usage. Était-ce là le cri qui prétendait élever pour lui faire peur (à M. L.) Il ne croyait pas qu'on pût trouver une majorité parmi les Haut-Canadiens pour sanctionner une pareille violation de loi internationale. (Pour prouver que ces titres avaient été reconnus par l'Angleterre de la manière la plus claire il lut un extrait de l'acte de la capitulation, qui reconnaissait le droit à l'ordre de St. Sulpice, et même aux Jésuites, de retourner en France, et de disposer de leurs propriétés comme ils l'entendraient, sans le moindre obstacle ou empêchement.) Si l'hon. Monsieur pouvait démontrer que ces titres n'étaient pas reconnus par l'Angleterre, de la manière la plus claire, il serait bien-aise de l'entendre ; mais s'il pensait que les conquêtes étaient devenues les esclaves des conquérants, ou que la propriété des vaincus était nécessairement devenue la proie des vainqueurs, il dirait alors que l'hon. Monsieur avait des idées de loi internationale toutes particulières à lui, et que s'il allait en Angleterre et qu'il y prêchât une semblable doctrine, on se tirait de lui, parce que le peuple Anglais avait des idées d'honneur trop élevées pour mettre en question la validité de ces titres. Ils pourraient être contestés en vertu du droit du plus fort, mais jamais en vertu de la loi et de la justice ; et il ne pouvait croire que l'Angleterre, qui n'avait jamais commis une telle infraction de la foi des traités, pût y consentir.

M. Morrisson dit qu'un singulier spectacle était offert à la Chambre par les deux Procureurs-Généraux. L'un d'eux parlait en faveur des résolutions avec l'intention de voter contre, tandis que l'autre parlait contre ces résolutions dans la détermination de voter pour. M. Lafontaine dit qu'il désirait ajouter quelques mots afin que l'hon. Monsieur, en l'attaquant, pût diriger ses traits vers un but plus certain. — Il ne pouvait appuyer les résolutions dans la forme sous laquelle elles étaient présentées à la chambre, mais il voterait pour une pétition à la Reine demandant que les Réserves soient placées sous les bases de l'acte de 91, ou qu'elles soient mises de nouveau à la disposition de la chambre.

Une lettre particulière de Québec nous informe qu'un coup de vent a renversé vingt-deux maisons à la Pointe-Lévi, il y a peu de jours, et qu'une femme qui se trouvait dans l'un des greniers a été emportée par le ouragan à quelque distance, où elle s'est retrouvée au milieu de ses voisins.

## MELANGES RELIGIEUX.

MONTREAL, MARDI 9 JUILLET 1850.

## LA LETTRE PASTORALE DES EVÊQUES

DE LA

## PROVINCE ECCLESIASTIQUE

DE

EN DATE DU 11 MAI 1850.

Suite et fin.

Après avoir signalé comme nous l'avons vu, dans la première partie de leur Pastorale, les dangers qui menacent les fidèles confiés à leur sollicitude les Evêques indiquent deux moyens propres à les affermir dans les vrais principes. Le premier moyen c'est l'instruction religieuse qu'ils s'efforcent de donner par eux-mêmes selon la mission divine qu'ils ont reçue de Jésus-Christ. "docete omnes gentes," par les Pasteurs qui tiennent leur place dans les paroisses, et par les instituteurs et les institutrices qui enseignent avec leur approbation. Outre ce moyen d'instruction, les Evêques annoncent leur intention d'établir dans chaque paroisse, l'Œuvre des Bons Livres pour servir de contre-poison aux mauvaises doctrines renfermées dans les écrits ci-dessus mentionnés.

A cette occasion, les Evêques invitent les fidèles à profiter des avantages qu'offre la loi concernant l'Education, et à repousser les perfides conseils de ceux qui les portent à résister à cette loi. Le second moyen d'éviter les pièges de cette *chaîne de pestilence* qui s'est élevée parmi nous, c'est de favoriser la belle œuvre de la Propagation de la Foi. Plusieurs motifs doivent exciter le zèle des fidèles pour cette œuvre éminemment catholique. Après avoir montré, par l'exemple de la France, qu'un peuple qui contribue à propager la foi dans les pays étrangers ne saurait la perdre chez lui, les Evêques allèguent plusieurs autres motifs très propres à faire impression. Voici comme ils s'expriment :

"Dieu vous aime, si vous aimez et pratiquez sa religion. Il ne vous l'ôtera jamais, si vous vous empressez de la répandre, et de la faire fleurir dans les pays, qui, jusqu'à cette heure, sont encore ensevelis dans les ombres de la mort. Mais, quand même un si grand malheur ne serait pas à craindre pour ce pays, il y a bien d'autres motifs qui doivent aussi vous enflammer de zèle pour cette œuvre si belle ; il en est un surtout qui nous paraît des plus pressants, et qui ne peut manquer de faire impression sur vous. C'est qu'en augmentant les ressources de l'œuvre, vous la mettez en état de multiplier les secours religieux qu'il importe de procurer à nos compatriotes, pour les aider à se fixer sur cette terre que la Divine Providence nous a léguée comme la part de notre héritage. Vous comprenez aisément que nous voulons vous parler de la colonisation des terres incultes de la couronne, qui vous sont offertes par le gouvernement à des conditions si avantageuses. Nous n'avons pas besoin de vous dire que des milliers de compatriotes gémissent à l'heure qu'il est sur la terre étrangère où ils allaient chercher fortune ; que plus de vingt mille de nos jeunes gens se condamnent au travail pénible des chantiers, pour n'être pas forcés de quitter leur patrie. Cependant des millions d'acres d'excellente terre, près de vos portes, n'attendent que des bras forts et vigoureux pour se dépouiller des ténèbres du désert, et pour récompenser au centuple la main industrieuse qui les voudra cultiver. Il importe donc de diriger de ce côté-là ceux de nos frères qui seraient tentés d'émigrer, et de les retenir ainsi dans le sein de notre patrie, assez vus et assez riches pour renfermer et nourrir une population beaucoup plus nombreuse. Or le moyen le plus efficace sans contredit pour cela, c'est de procurer, autant que possible, aux nouveaux colons les secours religieux dont ils jouissaient dans leurs paroisses. C'est donc ce que doit avoir à cœur de faire la société de la propagation de la foi.

Une autre œuvre digne de toutes vos sympathies, N. T. C. F., est de procurer le même bonheur au grand nombre de nos compatriotes, qui sont dispersés sur notre longue frontière, et qui y sont réduits à une affreuse misère spirituelle. Là, malgré tous les avantages qu'on leur promet, ils sont pour la plupart, comme des brebis errantes, sans temples et sans pasteurs. Hélas ! les joies de nos fêtes religieuses ne leur sont plus connues ! Ils ne voient plus briller le clocher de leur paroisse, qui réjouissait si fort leurs yeux dans les beaux jours de leur enfance ! Ils n'entendent plus le son béni de ses cloches harmonieuses qui faisaient vibrer dans leurs cœurs le délicieux sentiment de la piété. Nos touchantes cérémonies ne dépeignent plus à leurs yeux l'attente d'une pompe majestueuse ! La voix des pasteurs qui leur avaient appris à bényer le nom de Dieu, ne vient plus réjouir leurs oreilles. Oh ! qu'ils s'ennuient sur cette terre étrangère, où ils ne peuvent plus répéter les deux cantiques qu'ils chantaient si joyeusement, quand ils étaient près de

vous. Semblables aux malheureux enfants d'Israël, errant sur les bords des fleuves de Babylone, comme ils pleurent, anéantissant le souvenir de leurs pères qui ne virent que pour eux, de leurs mères qui ne comptent que par leurs larmes les longs moments de leur absence, de leurs amis et de leurs voisins dont la société leur était si agréable ! Ces tristes gémissements de vos frères, loin de la patrie, éveillent sans doute en vous, N. T. C. F., l'amour du sol natal, et vous tortillent dans la résolution de vous y fixer plus fortement que jamais. Ils doivent vous inspirer en même temps l'ardent désir de voir revenir au milieu de vous tant de parents et d'amis, dont l'éloignement vous cause tant de regrets. Puisse-telle bientôt sonner pour eux tous l'heure si désirée du retour dans le sein de la famille !

Vous portez en outre un bien vif intérêt aux jeunes gens laborieux qui, dans l'espoir de s'assurer quelque bien-être par la suite, vont travailler dans les chantiers qui s'ouvrent partout au milieu de nos vastes forêts. Vous devez souhaiter qu'eux aussi ils puissent, après plusieurs années de pénibles travaux, venir se reposer de leurs fatigues, non loin du lieu de leur naissance, et se fixer sur une terre qu'ils auront acquise au prix de tant de larmes. C'est donc, N. T. C. F., dans l'intérêt des uns et des autres, comme dans votre intérêt et celui de vos enfants, que nous venons vous exhorter à favoriser la colonisation. Mais comme, pour vaincre les difficultés, les efforts réunis d'un grand nombre ont beaucoup plus de succès, nous croyons devoir vous recommander de former dans ce but certaines associations, telles qu'il en existe déjà dans le pays, et que vos Pasteurs seront bien aises de vous faire connaître. Si nous vous faisons cette recommandation, c'est que rien ne saurait être plus agréable à notre cœur, que de vous voir demeurer avec nous sur cette terre qui vous a été préparée par la Divine Providence, et y joindre du bonheur attaché aux vertus patriarcales qui vous ont été léguées par vos pères.

Vous remarquerez, N. T. C. F., que, pour conserver la foi parmi vous, nous employons des moyens entièrement opposés à ceux dont l'enfer fait usage pour la ravoir. En effet, à des hommes qui blâment et maudissent, nous opposons des hommes qui prient et qui aiment ; à des livres corrompus, nous opposons des livres saints ; à des journaux impies ou ennemis de votre foi, nous opposons des journaux religieux, non dans des vues politiques, mais uniquement dans l'intérêt du catholicisme, si cruellement attaqué de nos jours ; car, nous le déclarons ici solennellement, nous n'entendons nullement entrer dans les querelles de parti ; notre mission est trop sublime, pour nous permettre de descendre dans cette arène des passions humaines. A des sociétés secrètes et cachées dans l'ombre, nous opposons des associations qui se montrent au grand jour, sous le glorieux étendard de la croix.

" Ces sociétés secrètes, N. T. C. F., Dieu les réprouve, et son Eglise prononce contre elles ses anathèmes ; nul doute, par conséquent, qu'elles ne marchent vers le diable, l'enfer de Satan. En vain prennent-elles les dehors de la bienfaisance et du secours mutuel : elles ne le font évidemment que pour mieux tromper les âmes droites ; elles imitent en cela leur père qui se transforme en ange de lumière, pour séduire plus sûrement les infortunés enfants d'Adam. Elles sont gouvernées par des hommes pervers qui trompent leurs frères, en les laissant en dehors des clubs ténébreux, où ils complètent les plus noirs projets contre la religion et la société. N'entrez point dans ces associations dangereuses qui ont causé et qui causent encore tant de mal à la vieille Europe ; oui, si vous avez en l'impudence de vous y engager, hâtez-vous d'en sortir, car elles sont de vraies Babylones frappées des malédictions du ciel : elles sont de nouvelles tours de Babel bâties par des hommes orgueilleux, qui veulent à tout prix satisfaire leur ambition. Parmi eux règne un esprit de trouble et de désordre ; leurs langues sont enflamées ; ils ne s'entendent point les uns les autres, ou plutôt ils ne s'entendent que sur un seul point, c'est quand il s'agit de faire la guerre à Dieu et à ses saints. Fuyez donc leur Babylone, qui est la ville capitale du roi des ténèbres. Fuyez de *medio Babylonis*, et salutem uniusquisque animam suam (Jer. LI. 6.). Quant à nous, le Seigneur nous défend de garder le silence sur les projets ténébreux de ces hommes impies ; car, si nous demeurions tranquilles à la vue du péril, nous serions faiblement enculpés dans les châtiments dont le Seigneur se venge. Nulle terre sans pour iniquitatem ejus ; quoniam tempus ultionis est et Dominus. (ibid.)

En terminant les Evêques annoncent aux fidèles le retour du SOUVENIR POSTIFÉ dans le domaine de St. Pierre, et ordonnent qu'un Te Deum se tienne soit chœur et dans toutes les Eglises pour remercier Dieu d'avoir exaucé les supplications de l'Épouse de Jésus-Christ.

On nous écrit de St. Timothée, le 4 courant : Depuis que la tempérance a été établie en cette paroisse, voilà deux personnes noyées par suite de l'usage des liqueurs énervantes. La semaine dernière, un homme qui se plaisait à boire et à faire boire ses amis, étant allé, dans l'ivresse, s'asseoir sur le bord du canal, à la pointe du Lac, est tombé à l'eau et s'est noyé. — Un autre accident est arrivé au pied de la Grande-Isle ; un jeune homme, marié, de 25 ans, montait un vaisseau à la corde, l'est venu entraîner dans le rapide et s'est noyé en présence de sa femme restée dans le vaisseau sans pouvoir lui donner secours.

Nous remercions G. E. C. Ecuyer, M. P. P. qui a bien voulu nous adresser un petit pamphlet en langue anglaise sur nos canaux provinciaux. Nous désirons donner au plus

prend d'être sous la sauve-garde de ton amitié.

— Non, je t'ai toujours distingué de ces petites gens-là ; malgré tes apparences et tes colifichets, il y a du travail et de la science chez toi. Ce n'est pas que tu ne m'aies inspiré quelque crainte, et je me suis demandé souvent si pour être capable, tu n'étais pas seulement égoïste plus raffiné ?

— Je ne te connaissais pas ce talent, et voilà que tu prêches à merveille ?

— Je ne sais pas si je prêche, ou plutôt, je suis sûr que je ne prêche pas du tout ; mais ce que je dis, j'ai quelque droit de le dire, car par état je vois trop de misère et de misérables pour ne pas avoir l'égoïsme en horreur. Mais, mon très cher, depuis huit jours je t'estime mille fois plus ; car tu as plus que de la science, tu as du cœur, morbleu ! A propos de cela, ton pauvre homme est mort, le sais-tu ?

— Je l'ai vu mourir, répondit Georges, et j'ai été frappé de son courage ; je ne m'explique même pas comment un pauvre diable de cette espèce peut envisager la mort avec une telle fermeté, avec une si noble philosophie ! Il était heureux de mourir.

— Nous avons ici, dit Léonard, un vieux prêtre, le père Laurent, qui fait tous les jours des merveilles-là. J'ai vu cent fois des misérables se lamenter, se désespérer sur leur couche, s'y torturer comme des forcenés, lesquels, après une visite du père, redevenaient doux et patiens comme des enfants et mouraient avec une surhumaine résignation.

— Est-ce l'aumônier de l'Hôtel-Dieu ?

— Pas précisément, mais il le remplace depuis quelques années, parce que l'autre est malade.

— Il demeure ici ?

— Non ; il habite cette maison que l'on aperçoit de ma fenêtre, à l'angle de cette petite rue qui donne sur la place ; c'est un homme fort riche, dit-on, et il faut qu'il le soit, car il soutient peut-être cent cinquante ou deux cents pauvres familles.

— Le connais-tu ?

— Dieu m'en garde ! s'il me parlait deux fois, un homme comme cela me ferait aller à la messe.

— Allons ! dit Georges, il faut que je te quitte. Adieu.

— Déjà ?

— Mais oui.... j'ai affaire. Songe que tu me dois deux visites.

— Eh bien ! ajunta Léonard à bientôt.

Georges s'achemina lentement vers la maison du père Laurent, s'arrêta un moment au seuil de la porte, indécis s'il devait entrer, agité d'une vague inquiétude dont il n'entrevoit au juste ni la cause ni l'objet ; il entra cependant, et demanda M. Laurent.

— Il est sorti, lui dit une servante ; mais si Monsieur veut attendre cinq ou six minutes au plus, il va rentrer.

— J'attendrai volontiers, dit Georges.

Il traversa une petite antichambre, et on l'introduisit dans le cabinet de travail du père Laurent. C'était une pièce fort grande, haute et nue ; un lit placé dans une alcôve garnissait le fond ; une large bibliothèque en

bois de chêne et chargée de vieux livres faisait face à l'alcôve ; quelques pieuses gravures, pauvrement encadrées, ornaient les deux murailles ; près de la fenêtre une table de travail, et à côté un prie-dieu sous un Crucifix ; ça et là quelques chaises garnies en paille ; puis en perspective, et de la croisée, l'œil s'arrêtait avec enthousiasme sur la vieille cathédrale, et avec une craintive pitié sur le triste portique de l'Hôtel-Dieu. Georges considéra tour à tour cette chambre, ces meubles, avec une indicible émotion. Ce dénuement dans la demeure d'un homme riche, quel qu'il fut d'ailleurs, lui semblait inexplicable ; et si au chevet d'un mourant il n'avait pu comprendre comment l'ignorance s'élevait d'elle-même et sans effort au niveau de la plus haute intelligence, il ne comprenait pas d'avantage, ici, comment la richesse pouvait, de ses propres mains, se réduire à la dernière pauvreté. Il ne comprenait pas ! mais de son âme et de son cœur s'élevait, pénétrante et victorieuse, une irrésistible sympathie, qui détachait doucement et un à un les préjugés de son esprit et les mettait sous ses pieds. "Voilà donc, se disait-il, où cet homme, que l'on dit si riche, vient se débarrasser de ses rudes fatigues, de ses tristes et douloureux travaux ! Une pauvre paillasse sur un lit de bois blanc pour chercher le sommeil ; des livres enfumés pour charmer ses loisirs, une éternelle croix emblème de la souffrance sous ses yeux. Ses rires et ses joies, ses plaisirs et ses fêtes, les plaintes des mourans, les gémissements de l'agonie ; quelle existence ! et il

est arrivé sans faillir sous le poids jusqu'à la vieillesse ! Quelle force de volonté ! et sa noble figure reflète merveilleusement le bonheur et la paix de son âme, quel mystère ! Et nous autres, dans le monde, dans les délices de la table, dans les affinemens de toutes les sensuelles satisfactions, nous rions de ces hommes, nous couvrons de blasphèmes ces têtes vénérables, nous souillons à plaisir ces angéliques consciences ! Lâches, lâches que nous sommes, notre orgueil humilié devant ces innocentes et nobles figures, se venge avec la bassesse des lâches, en leur jetant la boue de quelque sale et poignante calomnie !"

Ainsi pensait Georges, lorsque le père Laurent entra et s'approchant affectueusement : — Milie pardons, Monsieur, de vous avoir fait attendre, je devais rentrer plutôt, etc....

— Ce serait à moi de m'excuser, Monsieur, puisqu'il s'agit de vous présenter chez vous, sans avoir l'honneur de vous connaître, sans être annoncé.

— Je suis moi-même trop honoré de vous recevoir. Et du reste, le père Laurent invita Georges à s'asseoir, et s'assit près de lui.

— Voici ce qui m'amène, reprit Georges : il y a quelques jours, j'eus l'avantage de me rencontrer avec vous auprès du lit d'un mourant à l'Hôtel-Dieu, et devant moi vous donniez votre adresse à la pauvre veuve de cet homme pour réclamer votre assistance au besoin. M'intéressant moi-même à cette pauvre femme, je désirais savoir si vous l'aviez vue depuis cet instant, et si vous pouviez m'indiquer sa demeure.

— Mais comment ne vous ai-je pas reconnu, s'écria le père Laurent ? Que de remerciemens ne vous dois-je point, pour le bon office que vous m'avez rendu en m'assistant dans un pénible ministère ! Soyez-en mille fois remercié, puisque je suis assez heureux de vous voir ici. Quand à cette pauvre femme... non je ne puis malheureusement rien vous en dire et d'autant plus malheureusement, qu'elle s'est présentée chez moi, je n'y étais pas en ce moment, et elle n'est pas revenue.

— Pauvre malheureuse ! s'écria Georges, que sera-t-elle devenue, sans ressource, sans pain, sans asile, malade, avec trois petits enfans ?

Pauvre malheureuse ! répéta à son tour le père Laurent ; et se dire qu'elle est venue ici, frapper à ma porte et que je n'y étais pas ! je ne puis me le pardonner.... Espérons que la Providence nous remettra sur ses traces. Mais vous, mon cher Monsieur, consolez-vous, vous avez fait plus que votre devoir ; vous avez suivi ces infortunés jusqu'à l'asile de la souffrance ; vous avez mêlé vos prières aux dernières prières d'un mourant ; dans une position élevée, je le suppose, vous n'avez pas cru vous abaisser en traitant un malheureux à l'égal d'un frère. Votre cœur est voulu plus encore ! tant mieux ! car Dieu a vu vos intentions et elles se sont réalisées pour vous devant lui. Mais consolez-vous, vous dis-je, vous avez fait une magnifique, et rare œuvre plus précieuse que l'or, plus pure que le diamant !

A continuer.